

MICROFICHE ETABLIE A PARTIR DE  
L'UNITE DOCUMENTAIRE  
N

جديدة منجزة حسب الوثيقة  
رقم :

015

507

ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية

المركز الوطني للتوثيق  
CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION

SERVICE DE REPROGRAPHIE  
ET IMPRIMERIE

B-P 826 RABAT



مصلحة الطباعة والتصوير  
ص.ب 826 الرباط

F

1

15507  
2-6-95  
015 107

## Place et rôle de la monnaie dans la construction de l'U.M.A.

Mr. OURNIDI Ouassini et Mr. DELIL Mohamed

Professeur à l'Université  
d'ORAN

Kheir - Eddine  
Université d'ORAN

### I - QUELLE DEMARCHE POUR L'INTEGRATION ECONOMIQUE Par OURNIDI Ouassini

L'idée de construction d'un Maghreb uni n'est pas une nouveauté dans la scène politique de notre région.

Elle a été tantôt recherchée pour le besoin d'une stabilité géo-politique et tantôt pour le besoin d'une stratégie d'hégémonie. Ni l'une, ni l'autre de ces deux stratégies n'a apporté un quelconque bénéfice pour la région. Bien au contraire, ces stratégies ont beaucoup contribué à l'isolement de chacun des pays de la région.

Tout ceci montre que les dimensions politiques et culturelles ne suffisent pas à elles seules dans l'œuvre de construction de l'unité maghrébine. La dimension économique constitue le ciment dans cette œuvre de construction.

Il apparaît difficile, de prime abord, d'œuvrer dans le sens d'une intégration d'économies de pays qui n'ont de commun que la culture et le climat, et qui ont, par ailleurs mis en place des structures économiques répondant à des modèles de développement divers.

Mais en y réfléchissant profondément, nous sommes forcés de retenir que ces économies, malgré leur diversité, ont débouché sur les mêmes problèmes à savoir : déficit alimentaire, endettement extérieur important, croissance freinée par la crise économique actuelle.

L'intégration économique constituera une nouvelle dimension dans le développement de l'ensemble maghrébin. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il y a lieu de recourir à une conception de l'intégration, qui réponde réellement au souci de construction d'un ensemble maghrébin.

Pour atteindre ce but, la littérature spécialisée propose deux démarches possibles :

- la démarche sectorielle,
- la démarche globale.

Ces deux démarches reposent sur des mesures progressives organisées dans des étapes allant dans le sens de l'intégration des économies tout en conservant une certaine autonomie ou indépendance de chacune des économies constituantes. (L'union n'étant qu'un objectif vers lequel doivent tendre les économies de chacun des pays).

Cette conception de l'intégration fait généralement référence aux lois de commerce international et base l'intégration sur un rapprochement graduel des économies des pays concernés. Nous l'appellerons **démarche des structures**.

Pour nous, l'intégration ne constitue pas une technique permettant d'assembler les éléments d'un tout, mais il s'agit plutôt d'une démarche globale qui s'impose et qui permet à l'Economie des pays de l'Union, aux entreprises de l'Union de se restructurer, de se mouvoir sur un espace commun dans le sens d'une meilleure efficacité globale.

Nous appellerons cette démarche : **Intégration économique par les mécanismes**.

L'objectif recherché est une meilleure efficacité de l'ensemble économique et social ainsi constitué. La dynamique des structures constituantes sera conditionnée par les mécanismes qui formeront des lois économiques (ou leviers) communes.

Il est donc question d'inverser la démarche classique qui faisait des structures un élément intégrateur plus important que les mécanismes économiques, les changements de structures ne constitueront que des formes d'adaptation inhérentes à la dynamique de l'ensemble.

L'action sur les mécanismes apportera une meilleure efficacité aussi bien en termes de temps d'intégration parce qu'elle force les résistances au changement, qu'en termes de résultats économiques parce qu'elle encourage la concurrence interne et externe.

Les deux démarches ne sont pas contradictoires, bien au contraire elles peuvent se compléter. La différence de base réside dans la pertinence des moyens qu'on veut se donner pour réaliser une intégration économique efficace.

Ces moyens dépendent pour une grande part de la volonté des pouvoirs politiques en place à réaliser l'unité Maghrébine.

Pour notre part, nous privilégierons dans cet article **la Monnaie**.

## **II - PLACE ET ROLE DE LA MONNAIE DANS LA CONDITION DE L'U.M.A.**

**Par Mr. DELIL Med Kheir-Eddine**

Parler de questions relatives à la monnaie dans la construction du Maghreb

peut sembler lointain et inopportun. C'est un peu mettre la charrue avant les bœufs.

En effet, plusieurs arguments militent en faveur de cette conception. Tout d'abord au plan des expériences de la construction de grands ensembles tels que la CEE le COMECON...

Utilisant les instruments économiques et progressant par étapes tout en adoptant une politique réaliste, la construction de ces grands ensembles n'utilisent la monnaie que pour parfaire cette construction.

Au plan théorique également, ce sont plutôt les politiques de change qui prédominent pour l'harmonisation des mesures prises à l'échelle d'une nation ou d'une région.

Qu'en est-il de la place de la monnaie, de son rôle dans la construction du Maghreb. Lequel Maghreb se situe en Afrique, qui continue à être traité de continent sous-développé.

Ecartons tout d'abord cette dernière notion et orientons-nous vers les vrais problèmes du continent. Longtemps, les pays du Tiers-Monde, notamment les pays africains se sont lancés dans des projets de développement en intériorisant par là-même la notion du sous-développement.

Après des décennies de diagnostic du sous-développement et de programmes de développement, les pays se rendent compte actuellement - avec un degré de conscience plus ou moins prononcé - qu'à travers la notion de sous-développement, ils étaient non seulement analysés mais cette confusion véhiculait surtout cette volonté de les maintenir «scientifiquement» dans des faux problèmes car les analyses les identifiant ainsi portaient de concepts indéfinissables.

On s'aperçoit alors que les vrais problèmes ne sont pas le développement - qu'il soit orienté vers le capitalisme ou le socialisme - mais le chômage, l'inflation, l'endettement extérieur, la crise alimentaire.

Autrement dit, des problèmes liés à la croissance, des problèmes communs à tous les pays. Et que dans ce cadre il serait vain de vouloir sélectionner et de privilégier certains outils de politiques économiques au profit d'autres. C'est tout simplement se priver de moyens que la science économique met à la disposition des politiques économiques et sociales.

Seulement là, il faut bien voir qu'outre les leviers connus de la politique économique, la politique monétaire occupe une place centrale, déterminante.

Mais dira-t-on ceci, la politique monétaire n'est-elle pas plus adaptée aux pays membres de l'O.C.D.E. ?

Rien n'est plus sûr ! Maurice Allais lançait cet appel qui reste vrai pour l'ensemble des pays de l'Afrique. «Rien disait-il n'est plus urgent que d'informer l'opinion publique et de rappeler aux gouvernements l'importance de la monnaie».

Rappeler l'importance de la monnaie à l'occasion de la construction du Maghreb, voilà l'essentiel de notre propos qui se fera sous forme de questionnements.

Tout d'abord, quelques rappels à propos du Maghreb et de la Monnaie.

Nous partons de l'idée que le Maghreb est déjà une unité sur les plans suivants : culturel, géographique et historique. Reste l'aspect non moins important, le volet socio-économique. La monnaie y joue une place centrale.

Disons pour l'instant que la monnaie a toujours été l'attribut de la souveraineté nationale, que les vrais réticences se manifesteront sur le plan monétaire plus que partout ailleurs. Comme la défense nationale, la monnaie est l'expression privilégiée du pouvoir. Le pouvoir est relation, la monnaie n'en constitue pas moins telle la langue pour le tissu social, le sang si nécessaire au fonctionnement du corps social.

Faute d'avoir compris l'importance de la monnaie, plusieurs pays se retrouvent «anémisés», entités vides, sans substance car il faut le dire tout de suite, le rôle original de la monnaie c'est bien celui de permettre le calcul économique. Or, ce calcul économique est multiple, propre à chaque agent économique, différent dans le temps et l'espace.

Pour permettre à l'ensemble des agents économiques de s'exprimer il convient de connaître ce qu'est la monnaie et de savoir l'utiliser, c'est-à-dire de la gérer de façon efficace et non de l'administrer comme c'est le cas actuellement de l'ensemble des pays du Maghreb.

Car pour l'exemple que veut dire dans le cadre d'une intégration économique la réduction des droits de douanes de 10 %, si par ailleurs on dévalue la monnaie du même taux ?

De même qu'une coordination des politiques économiques est sans portée en régime de changes flottants, quand les monnaies sont totalement indépendantes.

Lorsque la monnaie est administrée, la repression est au bout du compte. Quant elle est gérée les potentialités créatrices sont libérées.

D'ailleurs ce qui est commun aux pays du Maghreb voire même aux pays Arabes et Africains c'est bien cette sous-utilisation des capacités et des forces productives.

Pour leurs utilisations efficaces, il convient de réanimer cet outil indispensable qui est entre les mains des Etats et de l'utiliser pleinement par le crédit, par une politique monétaire adaptée à l'intérieur de chaque pays et par une coordination de cette politique entre les pays membres.

A ce propos, on peut dire qu'un simple accord par lequel deux pays s'accordent des crédits est déjà une forme d'intégration.

De même que la mise en commun des réserves extérieures, nous y reviendrons.

La science de l'économie du développement est née pour deux raisons au moins : - détourner l'attention des gouvernements des questions essentielles (suffisance alimentaire, chômage, inflation, endettement).

— borner l'horizon et la vision des problèmes au seul cadre ne dépassant pas les frontières nationales. Alors que les pays de l'OCDE adoptent une et même position, parlent une et même langue - celle du crédit notamment - les pays arabes et africains négocient quand ils le peuvent séparément et chacun avec son propre langage.

Mais dira-t-on si l'Europe peut s'unir c'est parce-que la base économique le permet. Les relations entre pays européens absorbent une proportion importante de l'ensemble des échanges ! Bien des arguments «scientifiques» sont avancés pour décourager toute tentative d'unification des pays comme ceux du Maghreb.

Essayons de les présenter brièvement :

1) Premier argument : l'union économique entre pays industrialisés est concevable car ils produisent des biens finis et diversifiés.

Elle ne l'est pas entre pays produisant des matières premières, qui, de surcroît peuvent être semblables.

2) Deuxième argument relatif à la taille des économies en présence, leurs forces respectives dans l'union.

3) Le troisième argument retrace le cheminement classique de l'intégration par étapes et qui veut qu'elle commence par la création d'une zone de libre échange, ensuite une union douanière (tarif extérieur commun) puis l'union économique (adoption de mesures de politique commune) et enfin étape ultime de cette coopération économique, l'union monétaire, la monnaie interviendrait pour faciliter les rouages mis en place.

Reprenons ces arguments qui présentés de cette manière sont inattaquables.

Que vont s'échanger les pays du Maghreb ? Les statistiques sont là pour décourager les meilleures volontés : 1 % des échanges inter-maghrébins !

La réponse, il faut la concevoir à travers le rôle que peut jouer la monnaie, c'est à dire le crédit car ce dont il s'agit de réaliser, ce sont les moyens de produire ensemble, une recherche d'utilisation des capacités de production **avant l'échange**. Voilà qui présuppose l'acquisition d'idées claires sur le rôle de la monnaie.

S'offre également à la monnaie, lorsqu'elle est bien utilisée, des possibilités pour libérer les capacités et les initiatives que recèle le Maghreb sous différentes formes.

Avant de répondre au second argument, il convient tout de suite de mettre à jour ces présupposés tellement anciens qu'ils restent encore tenaces : diviser pour régner.

Si le désir d'union économique est solide chez les Etats, il reste que des hésitations de leur part restent une chose normale. Celles-ci proviennent de la réticence à se dessaisir de la faculté de battre la monnaie et de conduire souverainement la politique intérieure. Elément privilégié de l'identification du pouvoir d'un Etat dont il est difficile de s'en séparer lorsqu'en face existe une économie, un pouvoir plus fort.

Dans le cadre de l'union, cet état de chose pose effectivement problèmes, mais que l'on comprenne bien que ce sont des problèmes, c'est-à-dire comme tels susceptibles de réponses. La gestion de la monnaie peut encore y aider à la résolution de ces problèmes.

Le troisième argument relatif à la date de mise en place de politique monétaire comme phase ultime de l'intégration économique repose sur une conception «physicienne» de l'économie et de la société. Comme si cette conception se voulait d'abord d'assembler les éléments du puzzle pour ensuite l'irriguer afin de faciliter ses rouages. Voilà une conception qui ignore le statut d'abord social de la monnaie et son rôle premier dans toute édification.

En effet, nombre de mesures de coordination de politiques économiques entre deux ou plusieurs pays peuvent être gênées voire même être simplement annulées par la variation du taux de conversion des monnaies respectives.

En outre, il serait difficile d'apprécier l'efficacité des entreprises communes dans des pays dont les rythmes de hausse des prix divergent significativement.

Bref, ici plus qu'ailleurs l'action en matière monétaire demande non seulement que les responsables aient une idée claire et simple de ce qu'ils font, mais encore, et surtout, que cette idée soit bien comprise par ceux que l'action intéresse et sans l'adhésion de qui aucun objectif ne peut être atteint : entreprises, ménages, citoyen. Il convient également que la monnaie cesse d'être l'affaire de technocrates au langage hermétique.

En attendant, il est urgent de prendre des mesures qui ne pénalisent plus le citoyen maghrébin, qui n'ayant pas le choix continue d'épargner plus que l'Européen, et reçoit un taux d'intérêt négatif comme prime.

En effet, le tableau tiré des bulletins du FMI le montre.

**Taux d'intérêt sur dépôt d'épargne  
en 1976 (%)**

Pays	Taux nominal	Taux de hausse des prix	Taux réel correspondant	Taux d'épargne
ALGERIE	3,5	7,1	- 3,6	26,1
MAROC	3,5	9,6	- 6,1	13,1
TUNISIE	6,5	8,2	- 1,7	13,5

Ce choix du Maghrébin se concrétisera lorsqu'il accèdera au capital des entreprises, ou au crédit c'est à dire le jour où un véritable marché financier à l'échelle du Maghreb verra le jour.

L'union tant souhaitée du Maghreb est pour beaucoup conditionnée par une bonne utilisation de la monnaie.

La monnaie quant à elle reste étroitement liée au pouvoir, et il reste évident qu'on ne peut vouloir l'unité sans une compréhension et une gestion efficace de cette partie constitutive du pouvoir qu'est la monnaie.

La question est la suivante : jusqu'où peut aller l'abandon de la souveraineté nationale au profit de l'intérêt de l'union pour que les avantages qu'on en retire compensent au moins les inconvénients qui en résultent ?



BORDEREAU DE SAISIE

**C.N.D**

MAROC



ISN	
NONAT A 110	
NAC A 090	015507
CODBI A 121	
COTRA A 122	

TYPREL A 141	T	G	S	R
NOAP A 142				
NACAP A 143				

NIVUD A 131	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	NIVSO A 132	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
----------------	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	----------------	--------------------------	--------------------------	-------------------------------------

CODUD	
INDEX A 010	
NAME A 020	

STATUT A 150	C	D	PAYS PROD. A 160	MA	TYPE BIBL. A 171	J
-----------------	---	---	------------------------	----	------------------------	---

INDICATEURS BIBLIOGRA- PHIQUES	REUNION	DICTIONNAIRE	DONNEES NUMERIQUES	THESE	TEXTE LEGISLATIF	BIBLIOGRAPHIE	CARTES (INCLUDES)	RESUME	NON CONVEN- TIONNEL
A 172	<input checked="" type="checkbox"/>	L	N	U	W	Z	Y	E	V

UNITE DOCUMENTAIRE (A/M/C)	A 120 AUTEUR ET AFFIL	OURNIDI, Ouassimi; DELIL, Mohamed Kheir-Eddine / Université d'Oran / DZ
	A 220 COLLEC- TIVITE AUTEUR	
	A 230 TITRE UD	Place et rôle de la monnaie dans la construction de l'U.M.A.
	A 240 A 250	TITRES TRADUITS . . . . Utiliser le bordereau 2 : données complémentaires

SOURCE : DOCUMENT GENERIQUE (M/C/S/)	A 310 AUTEUR		
	A 320 COLLEC- TIVITE AUTEUR		
	A 330 TITRE DOCUM GENER		
	A 340	TITRE GENERIQUE . . . utiliser le bordereau 2 : données complémentaires	
	A 410 TITRE PUBLIC EN SERIE	AL Hayadine: Revue Universitaire des Etudes Juridiques Economiques et Politiques	
	A 420 VOLNUM	no. 6	A 430 ISSN

NOTES D'INDEXATION

DATIN D 100	
DATSA D 110	
DATNI D 120	

A 540 LGEUD	Fr	A 560 LANRES			
A 611 NEDIT	Fac. des Sc. Jur., Econ. et Soc.				
A 612 VEDIT	Oujda	A 613 CPEDI	M:A	-	-
A 620 DATE	1990	A 630 ANNEE	1990		
A 641 COLLP	p. 121-127	A 642 COLLN	Tabl.		
A 650 NODOC					
A 660 ISBN					
A 670 EDITN					
A 711 REUNN	Colloque : Pays de l'Union du Maghreb Arabe, structures et relations				
A 712 REUNV	Oujda	A 713 REUNP	M:A	A 714 REUND	16-17 par 1990
A 720 THESE					
A 730 A 740	Brevet : utiliser le bordereau 2 "Données complémentaires" Projet				
A 810 DISPO					
A 820 NOTES					

ZONES B ET C

B 110 ISO COGEO																				
--------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

B 120 à B 170 : utiliser le Bordereau 2

B 210 - DESC:

/MAGHREB/, /INTEGRATION ECONOMIQUE/,  
/MONNAIE/, /UMA/.

B 320-RESUM

Dans le cadre de l'édification de l'Union du Maghreb Arabe, l'migration économique est un facteur primordial selon l'entente et se fera par un rapprochement à la fois sectoriel et global des économies des pays concernés, et repose en particulier sur une politique monétaire commune concertée.

MAROC - Codes spécifiques

C 420 GLG																						
C 430 HVL																						
C 440 STR																						
C 450 BOT																						
C 460 CHR																						
C 470 OFF																						
C 480 STAT																						

المراكش  
الرباط  
مجلس التعلیم والتربیة  
رقم الترخيص 1018204  
تاريخ 26-9-90  
جديسة

**FIN**

النهاية

**11**

مشاهد

**VUES**